

Vidéo. M. Foucher. « L'Europe doit venir au monde »

mercredi 21 août 2019, par [Michel FOUCHER](#)

Venir au monde c'est suivre le conseil de Machiavel qui dit : sortez de chez vous et considérez ceux qui vous entourent. Savoir d'où on vient et ce qui a présidé aux origines de la communauté économique devenue Union européenne fonde aussi une conscience tragique historique puissante. Et demain ? Une passionnante conférence prononcée dans le cadre du Festival géopolitique. Vidéo accompagnée d'un résumé rédigé par Joséphine Boucher pour *Diploweb.com*.

Cette vidéo peut facilement être diffusée en classe ou en amphi pour illustrer un cours ou un débat.

Résumé par Joséphine Boucher pour *Diploweb.com*

« L'Europe doit venir au monde » : le titre choisi pour cette conférence porte un double sens. Venir, c'est aller vers mais c'est aussi advenir au monde, puisque l'ouverture nécessaire de l'Europe sera la condition de son existence. Pour illustrer cela, la formule suivante émise par le politologue et diplomate américain [Henry Kissinger \(1923 - \)](#) semble résumer l'ensemble de la problématique de cette conférence : « L'Europe ne peut pas se couper de sa quête contemporaine pour un ordre mondial en faisant de sa construction interne son objectif géopolitique ultime. »

Venir [au monde](#), c'est confronter et non pas subir et c'est aussi raisonner à une autre échelle que les échelles de référence habituelles. L'enjeu aujourd'hui est d'ajouter une échelle de référence à celles qui ont précédé, à savoir [le franco-allemand](#), l'échelle continentale avec l'élargissement de 2004 ou encore l'euro-méditerranée. Penser la coopération européenne à [l'échelle mondiale](#) ne va pas de soi, car sur tous les sujets, les désaccords sont plus importants que les accords. Il faut donc élaborer une revue stratégique de tous les défis d'échelle mondiale pour savoir dans quelle mesure on est en accord ou pas.



S'il est intéressant de parler de géopolitique, il convient aussi de traiter de l'Histoire en revisitant les grands récits fondateurs de la construction européenne. L'historien britannique Tony Judt rappelle à ce titre que pour que l'invention européenne soit possible, « il a fallu que des dirigeants éclairés créent des institutions à vocation prophylactique capables de tenir le passé en respect des nationalismes extrêmes. L'Europe post-nationale, pacifique et coopérative de nos Etats Providence n'est pas née du projet

optimiste qu’imaginent aujourd’hui de manière rétrospective les euro-idéalistes. [La construction européenne](#) est la fille vulnérable de l’angoisse. » Telle est la matrice fondatrice du projet européen, qu’il ne faut pas oublier aujourd’hui. En effet, depuis le premier jour, dès la fin de la Seconde Guerre Mondiale, [la construction européenne](#) s’est développée dans un contexte mondial. Véritable club de vaincus mis à part les Britanniques, la construction européenne est énoncée dans ses principes par W. Churchill (1874-1965) dès le 19 septembre 1946. Il affirme ce jour là que « la première étape de la recréation de la famille européenne doit être un partenariat entre la France et l’Allemagne. (...) La Grande-Bretagne, le *Commonwealth* des nations britanniques, la puissante Amérique et j’en suis convaincu la Russie soviétique (...) doivent être les amis et les parrains de la nouvelle Europe ». De plus, les situations mondiales successives ont toujours été à l’horizon de la construction européenne. Si la France signe le traité de Rome en 1957, c’est à cause du contexte des indépendances de quelques anciennes colonies et c’est avec [le pivot européen de de Gaulle que la puissance française se projette de l’empire colonial au champ européen](#). C’est ainsi qu’ont été créées une communauté de droit, une puissance juridique et une véritable fabrique de la règle. Pourtant, cette communauté ne semble pas préparée à l’événement au sens d’Hannah Arendt.

Intéressons-nous désormais aux questions structurelles et aux valeurs européennes dans un contexte international brutal et dans un ordre mondial redéfini. Quelle est la place actuelle de l’Europe entre rivalités, formation de blocs, démontage de l’ordre international libéral et compétition beaucoup moins militaire que géotechnologique ? Dans cet ordre mondial, il est impossible de ne pas traiter de la Chine. En voulant devenir une référence en termes de normes, elle rivalise avec [les Etats-Unis](#) et l’Europe dans tous les compartiments de la puissance et est en train de créer un système mondial alternatif à travers ses banques de développement, le rattrapage militaire et tout un travail de méthodologie qui comprend des jumelages avec des régions, des villes, des firmes et autres ports italiens et slovènes. Alors, quel est l’impact de cette réalité pour l’Union européenne ? En tant que première puissance commerciale du monde, elle est d’abord un marché mais aussi une cible. Qui contrôle l’Europe contrôle le monde, selon la déclaration d’un haut responsable de la politique étrangère du comité central du parti communiste chinois. Entre achats et investissements multiples en Europe au nom d’idéologies néo-libérales, des pays comme l’Allemagne ont mis en place des changements de législations pour empêcher la prise de contrôle d’actifs stratégiques. Cette forme de réveil pour protéger les industries nationales s’accompagne aussi d’une prise de conscience du ciblage dans les Balkans. Cependant, force est de constater qu’il n’y a pas de réponse européenne à cette politique chinoise. Face à la puissance américaine qui s’accroche à ses éléments de puissance que sont l’extra-territorialité, le dollar, le budget militaire, les bases militaires et le soft power, elle semble participer au réveil d’une conscience géopolitique en Europe et à l’idée d’autonomie stratégique. Sur le plan commercial, l’Europe est en position de force mais elle se trouve en position de faiblesse en termes d’extra-territorialité du droit comme en témoigne le conflit autour de la 5G. Il va donc falloir se situer dans le cadre européen face à un paramètre structurant pour 30 ans. Quant à [la Russie](#), c’est une puissance militaire, diplomatique, nucléaire et d’influence mais c’est aussi un pays très sensible aux sanctions pour lequel l’Union européenne constitue et reste le premier débouché commercial, notamment pour le gaz et le pétrole. Il semble nécessaire de reprendre le dialogue des deux côtés entre les deux entités. Enfin, l’environnement du Maghreb et du Proche-Orient a beaucoup de conséquences directes dans tous les domaines. L’UE se retrouve définitivement hors-jeu au plan diplomatique au [Moyen-Orient](#). Il faut en fait laisser les puissances régionales se réorganiser et rétablir l’ordre. Ce sont elles qui possèdent la vraie maîtrise du terrain, et les Européens peuvent de leur côté essayer de faire circuler des idées sur un système de sécurité régionale sur le modèle de Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) devenue en 1994 [l’Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe \(OSCE\)](#). Il est clair que les Occidentaux et surtout les Européens n’ont plus aucun poids politique au Proche et au Moyen Orient. S’il s’agit bien de notre voisinage critique, ce n’est pas cela qui a réveillé [la conscience géopolitique européenne mais plutôt la remise en cause géopolitique de l’alliance par les Etats-Unis de Donald Trump \(2017 - \)](#).



Structurer et improviser : ce sont là deux termes clés pour décrire l'Europe d'aujourd'hui. Ainsi, [la crise grecque](#) a finalement été surmontée au prix d'un choix politique par Angela Merkel de ne pas faire sortir la Grèce de la zone euro, même provisoirement. En ce qui concerne le Brexit (2016 -), il faut rappeler qu'il ne s'agit pas d'un problème européen mais d'un problème britannique, celui du parti conservateur et du parti travailliste. Il a même renforcé l'Union européenne en témoignant de la cohésion des 27. Contrairement à tout ce qui est dit à ce propos, ce n'est donc pas une crise de l'UE mais la stratégie d'une petite fraction des conservateurs nostalgiques de l'Empire. Par ailleurs, si l'on veut aborder le sujet des problèmes internes autour [des souverainismes et autres populismes](#), il convient de noter qu'ils concernent seulement certains Etats et non pas l'ensemble des 27 ou des 28. Qu'est ce que le populisme ? Au lieu d'une idéologie, il s'agit plutôt d'un style qui explique au peuple qu'il y a des solutions simples aux problèmes compliqués, à travers des outils simples comme le référendum et les réseaux sociaux. Est ainsi entretenue une forme de fantasme d'un peuple élu et homogène contre des dirigeants qui comploteraient contre eux. Ce style de campagne permanente met en scène des ennemis verticaux, à savoir l'Union européenne, et des ennemis horizontaux que sont l'autre et l'immigré. Pour saisir tous ces enjeux, il faudrait prêter plus d'attention aux cartes électorales. En effet, les cartes du Brexit, du Front National aux présidentielles de 2017, de l'Alternative pour l'Allemagne (en allemand : *Alternative für Deutschland*, AFD) dans les anciens länder allemands de l'est du pays, du vote 5 Etoiles et du vote de la Ligue en Italie disent quelque chose et définissent en réalité des zones prioritaires d'action qu'il faudrait prendre en compte. En ce qui concerne le cas polonais, il s'avère assez particulier dans la mesure où il traduit une réaction conservatrice face à une modernisation rapide, dans un pays où l'Eglise catholique a un rôle prépondérant, est une puissance financière et d'influence considérable. Elle exprime un certain malaise d'une partie de la population face à la modernisation accélérée d'un pays qui par ailleurs a un taux de croissance économique supérieur à 5%.

Suite aux élections européennes de mai 2019, peut-être pourra-t-on espérer que le Parlement européen devienne un véritable parlement, c'est-à-dire un lieu de débat. Jusqu'à maintenant, diverses coalitions rassemblaient le Parti Populaire Européen, les Socialistes européens, les Libéraux et les Verts. Cette forme de parallélisme convergent des nuances cache une absence de débat sur le fond. Il y aura sans doute après les élections des groupes dispersés qui apporteront la contradiction au projet européen habituel et connu à travers des débats, obligeant alors les pro-européens à mieux préciser les finalités de la coopération, ce dont ils se dispensent actuellement.

Finalement, il est possible de parler d'une véritable prise de conscience de ce que Michel Barnier appelle les intérêts partagés des Européens, c'est-à-dire que le monde ne leur est pas spontanément favorable et qu'ils ont des intérêts à promouvoir et à protéger. Pourtant, c'est au moment où commence à s'éveiller une conscience géopolitique qu'il y a des faiblesses internes. Autrement dit, l'Europe de l'Union progresse en tant qu'alliance d'intérêts objectifs mais elle est mise en cause comme union des valeurs.

Pour conclure, venir au monde c'est suivre le conseil de Machiavel (1469-1527) qui dit : sortez de chez vous et considérez ceux qui vous entourent. Mais comment convaincre la jeunesse de l'utilité de l'UE quand elle a tant de mal à s'incarner ? La réponse se trouve dans *Education européenne* (1945) de Romain Gary (1914-1980), qui rappelle la longue durée de cette coopération entre Etats nations qui ne va pas de soi. Car il faut répéter à la nouvelle génération que ça n'est pas un acquis pour qu'elle en soit consciente

et qu'elle puisse prendre le relais et assumer sa part d'Europe. Enfin, n'oublions pas l'importance de l'Histoire et de la longue durée. Savoir d'où on vient et ce qui a présidé aux origines de cette communauté économique devenue Union fonde une conscience tragique historique puissante. Or, comme l'a fait remarquer l'ancien vice-président du Conseil d'Etat Jean-Marc Sauvé, tout se passe comme si « le consensus anti-totalitaire qui a présidé à la naissance du projet européen n'était plus partagé par tous. »

Copyright pour le résumé Août 2019-Boucher/Diploweb.com

P.-S.

Ambassadeur Michel Foucher, Chaire de Géopolitique mondiale au Collège d'études mondiales de la Fondation Maison des Sciences de l'Homme (Paris). Conseiller de la direction de la prospective du Ministère des Affaires étrangères et européennes. Directeur des études de l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale (2009 à 2013). Michel Foucher a publié de nombreux ouvrages, dont "L'Europe, un dessein, un destin", éd. Marie B, 2019. Résumé de la vidéo par Joséphine Boucher pour *Diploweb.com*